

SOMMAIRE DE LA LETTRE N°142

Le Coin des Epargnants

- Le tableau économique et financier
- Après un black Monday, les bourses sauvent la mise
- Le pétrole broie du noir

Si vous étiez absent cette semaine...

- Un chômage, chafouin en France
- Un climat des affaires au top
- La construction à la traîne en Europe
- Le Royaume-Uni trace sa route
- Etats-Unis, un pas devant, un pas de côté

Le Coin de la Conjoncture

- Pessimistes vs optimistes
- La Russie, de la récession et de la résilience

Le Coin des Tendances

- Quand tout devient participatif !
- La recherche, le nerf de la croissance

L'agenda éco et les prévisions de la semaine

LE COIN DES EPARGNANTS
Le tableau financier de la semaine

	Résultats 28 août 2015	Evolution Sur 5 jours	Résultats 31 déc. 2014
CAC 40	4 675	+0,95 %	4 272
Dow Jones	16 643	+1,11 %	17 823
Nasdaq	4 828	+ 2,60 %	4 777
Daxx Allemand	10 298	+ 1,72 %	9 805
Footsie	6 247	+ 0,97 %	6 566
Stoxx 50	3 114	+ 0,41 %	3 146
Nikkei	19 136	-1,54 %	17 450
Taux de l'OAT France à 10 ans (taux BDF 27 août)	1,0820	0,9750	0,8370 %
Taux du Bund allemand à 10 ans (28 août)	0,739 %	0,575 %	0,541 %
Taux du Trésor US à 10 ans (28 août)	2,175 %	2,052 %	2,17 %
Cours de l'euro / dollars (28 août)	1,1187	-1,70	1,2106
Cours de l'once d'or en dollars premier fixing Londres (28 août)	1 125	-2,08 %	1199
Cours du baril de pétrole Brent en dollars (28 août à 17 H 30)	49,530	+9,30 %	57,54

Après un black Monday, les bourses sauvent la mise

Les jours se suivent mais ne se ressemblent pas. Après un lundi cauchemardesque, cette semaine aurait pu être synonyme de krach. Tel ne fut pas le cas. Les bourses européennes et américaines sont en hausse sur la semaine. Seule la bourse de Tokyo est logiquement en baisse. Les résultats encourageants de l'économie américaine ont contribué à ce retournement. La forte volatilité des marchés actions devrait se poursuivre durant les prochains mois en raison des incertitudes tant au niveau conjoncturel qu'au niveau du calendrier de la hausse des taux par la FED. Les investisseurs qui fuient les pays émergents souhaitent protéger au mieux leurs liquidités. Pour le moment, les valeurs américaines conservent leur pouvoir d'attraction.

Le pétrole broie du noir

Le pétrole a connu un accès de faiblesse le 24 août à 42 dollars le baril de Brent avant de se reprendre et se rapprocher des 50 dollars en fin de semaine. Le pétrole a fortement réagi à la dégringolade des bourses asiatiques. Les bons résultats américains de la fin de semaine et un certain retour au réalisme ont conduit à sa réappréciation. La Russie et le Venezuela qui sont les principales victimes de la chute des prix pétroliers ont demandé une réunion d'urgence de l'OPEP. L'Algérie plaide également pour un sommet de l'OPEP. Selon le Qatar qui préside l'organisation, aucune réunion n'est pour le moment programmée. Le climat au sein de l'OPEP est assez détérioré par le fait que certains membres en accusent d'autres de jouer les cours à la baisse. L'Arabie Saoudite reste favorable à une correction par les prix du marché. Plus la baisse sera importante, plus le rebond sera, selon les autorités saoudiennes, rapide et fort. Ces dernières parient sur un cours se situant entre 45 et 50 dollars le baril jusqu'à la fin de l'année.

SI VOUS ETIEZ ABSENT CETTE SEMAINE

Un chômage chafouin en France

D'un côté, au mois de juillet, le nombre de demandeurs d'emploi, en catégorie A, a baissé de 0,1 % (soit 1 900 de moins par rapport au mois de juin), de l'autre côté, le nombre de demandeurs d'emploi toutes catégories a augmenté de 0,3 %. La France compte désormais 3 551 600 demandeurs d'emploi en catégorie A et 5 412 500 personnes sont inscrites à Pôle Emploi (catégories A, B, C).

Sur un an, la hausse est de 3,9 % pour les demandeurs catégorie A et de 6 % pour l'ensemble de demandeurs d'emploi. Depuis le mois de juillet 2012, la France compte 530 800 demandeurs d'emploi de plus soit une hausse de 17 %.

Les résultats du mois de juillet sont rarement bons en raison de l'inscription des jeunes en fin d'études au chômage et à la fin de nombreuses missions d'intérim ou de CDD. Cette année, la stabilisation du chômage au mois de juillet confirme la tendance enregistrée en ce qui concerne l'emploi marchand au cours du deuxième trimestre. En

effet, l'emploi marchand dans le secteur non agricole a augmenté, de mars à juin, de 27 000. Si l'industrie et la construction sont à la peine, le secteur des services a renoué avec les créations d'emploi.

Au mois de juillet, il est à noter que le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans a reculé de 0,7 %. En revanche, les actifs seniors sont toujours fortement touchés par les licenciements. 858 900 demandeurs d'emploi ont plus de 50 ans. Leur nombre est en hausse de 0,7 % en juillet et de 8,3 % sur un an. Les entreprises continuent à se délester des salariés les plus âgés. Il y a un réel problème avec l'emploi des seniors en France dont l'acuité s'accroît de mois en mois.

L'autre point noir du chômage, en juillet, reste l'augmentation de sa durée moyenne. Le nombre de demandeurs d'emploi de plus d'un an a progressé de 0,6 % sur un mois et de 9,9 % sur un an.

Au niveau des régions, la Corse reste de loin la région qui connaît sur un an la plus forte progression du chômage (catégories A, B, C), 10,7 % contre une moyenne nationale de 6,7 % (Pour la seule catégorie A, la hausse est de 6,2 %). Suivent l'Aquitaine et Rhône-Alpes avec des hausses respectives de 8,6 et 8,4 %. Parmi les régions connaissant les plus faibles progressions figurent le Nord-Pas-de-Calais et la Picardie.

Compte tenu des aléas saisonniers, le résultat du mois de juillet n'est pas significatif. Le mois de septembre sera le véritable juge de paix d'une éventuelle amélioration du marché de l'emploi.

L'amélioration du taux d'utilisation des capacités de production pourrait déboucher sur des créations d'emploi dans les prochains mois. L'impact du CICE commence à se faire ressentir tout comme la baisse de l'euro qui améliore sensiblement la compétitivité des produits français à l'exportation. Par ailleurs, il ne faut pas négliger les départs à la retraite qui sont, en règle générale, plus importants au cours du second semestre, près de 700 000 départs à la retraite sont attendus cette année.

Un climat des affaires au top !

Si le climat des affaires est au plus haut, en revanche, les industriels français ne sont toujours pas enclins à investir. Pire, selon une étude récente de l'INSEE, pour les 2015, ils ont revu en forte baisse leurs prévisions d'investissement. Elles passent de 7 % en avril à 2 % en juillet. Cette révision à la baisse concerne essentiellement les secteurs de la fabrication de matériel de transports avec un recul maqué pour l'automobile (de + 15 à +2 %). En revanche, les industriels de l'agro-alimentaire ont relevé de 4 points leurs prévisions d'investissement.

Cet optimisme est en phase avec les derniers résultats de l'industrie qui sans être exceptionnels démontrent que l'activité est soutenue par les exportations. En effet au mois de juin, le chiffre d'affaires des entreprises de l'industrie manufacturière s'il n'a progressé que de 0,1 % après une hausse en mai de 1,1 % a enregistré une hausse de 2,6 % à l'exportation. Cela semble confirmer que l'impact de la dépréciation de l'euro.). Sur l'ensemble de l'industrie, le chiffre d'affaires est également quasi stable.

Sur l'ensemble du deuxième trimestre 2015, le chiffre d'affaires progresse dans l'industrie manufacturière de 0,8 % comme dans l'ensemble de l'industrie. Sur un an, la hausse est de 0,6 %.

La construction toujours à la traîne en Europe

A fin juin, la production dans le secteur de la construction était toujours à la peine. Elle a baissé de 1,9 % en juin par rapport au mois de mai au sein de la zone euro. Elle se situe 30 points en dessous de son niveau d'avant crise (décembre 2007).

Sur un an, de juin 2014 à juin 2015, la production dans le secteur de la construction est en recul de 2,3 %. Les baisses les plus fortes ont été enregistrées en Slovénie (-12,2 %), en France (-6,8 %), en Pologne (-4,7 %) mais aussi en Allemagne (-3,9 %). Les hausses d'activité les plus importantes ont concerné la Slovaquie (+24,1 %), les Pays-Bas (15,8 %) et la Roumanie (+13,1 %).

Le Royaume-Uni trace sa route

Le taux de croissance du Royaume-Uni a été, au deuxième trimestre, de 0,7 % soit le même taux qu'au premier. En base annuelle, la croissance dépasse 2,6 %. Cette croissance s'appuie sur une reprise de l'investissement des entreprises, +2,9 % toujours pour le deuxième trimestre. La production dans les services et dans l'industrie a progressé de 0,7 %. En revanche, dans la construction, la hausse n'est que de 0,2 %.

Le PIB britannique est désormais 5,2 % au-dessus de son niveau du premier trimestre 2008, avant la grande récession.

Etats-Unis, un pas devant, un pas de côté

Après révision, le taux de croissance a atteint 3,7 % au deuxième trimestre soit un gain de 1,4 point par rapport à la première évaluation. Le rebond espéré a donc bien eu lieu après le décevant premier trimestre, +0,6 %. Ce sont les consommateurs qui ont porté la croissance. La consommation représente les deux tiers du PIB aux Etats-Unis. Elle a progressé de 3,1 % au deuxième trimestre contre 1,8 % au premier. Les investissements qui étaient à la peine au premier trimestre ont progressé assez vivement au deuxième, + 3,2 %. Il est à noter que pour la première fois depuis 2012, les dépenses publiques sont en hausse, +2,6 %. Malgré l'appréciation du dollar, les exportations ont augmenté de 5,2 % mais il faut souligner qu'elles avaient été handicapées par la grève des dockers au cours du premier trimestre.

La croissance pour le troisième trimestre pourrait être de 2,5 %. Dans ces conditions, la FED augmentera-t-elle les taux au mois de septembre au cours de sa réunion du 16 et 17 ?

Certains considèrent que la FED après un long travail de teasing doit relever les taux afin de faire cesser les anticipations. Ils réclament la hausse des taux afin également de redonner des marges de manœuvre aux autorités monétaires. D'autres jugent, au

contraire, qu'il faut différer cette hausse au moins jusqu'en décembre afin d'apprécier l'impact du ralentissement économique de la Chine et des émergents.

Les partisans du report de la hausse pourront s'appuyer sur la progression moins rapide que prévu de la consommation au mois de juillet. Elle n'a augmenté que de 0,3 % quand elle était attendue à +0,4 %. L'indice de confiance des consommateurs est, par ailleurs, en baisse à 91,9 en août contre 92,9 en juillet. Le consensus l'avait placé en très légère hausse à 93.

LE COIN DE LA CONJONCTURE

Pessimistes vs optimistes

Entre les pessimistes prévoyant une récession à court terme de l'économie mondiale et les optimistes imaginant une solide reprise, le fossé à tendance à s'approfondir.

Les tenants de la récession mettent en avant un ralentissement de la Chine et des émergents qui serait beaucoup plus important que les statistiques semblent indiquer. Certains, parmi lesquels Patrick Artus, considèrent même que la Chine est en quasi-récession. Ils mettent en avant l'existence de goulots d'étranglement, la perte de compétitivité due aux augmentations de salaire et l'excès de capacité de production.

Au-delà de la Chine, ils soulignent que le Japon n'est toujours pas sorti de la déflation et que les Etats devront faire face à une crise du secteur pétrolier aux Etats-Unis. De même, les difficultés des pays exportateurs de matières premières devraient peser sur les échanges.

Sur un plan plus structurel, les pessimistes croient à la baisse tendancielle de la croissance par l'érosion des gains de productivité générés par le progrès technique, par le déclin démographique et le vieillissement de la population.

Les pessimistes considèrent à juste titre que les autorités publiques seraient nues face la survenue d'une nouvelle crise. En effet, les taux d'intérêt sont au plus bas et les marges de manœuvre budgétaires sont faibles.

L'économie mondiale est confrontée à un excès croissant de liquidités qui se déplacent rapidement des actifs risqués vers des placements non risqués dès l'annonce de mauvaises nouvelles. Plus la liquidité est abondante, plus les crises financières seraient fréquentes et graves. L'inquiétude sur la croissance mondiale durant l'été 2015 a conduit à un report des capitaux des actions vers les obligations publiques jugées plus sûres d'où la chute des cours boursiers et le recul des taux d'intérêt à long terme sur les dettes publiques.

Les pessimistes soulignent également qu'une guerre des changes est en cours avec à la clef d'importantes sorties de capitaux depuis les pays émergents.

Les partisans de la reprise partent de l'idée que la baisse des cours du pétrole devrait avoir un effet important en Europe et aux Etats-Unis en matière de consommation en améliorant le pouvoir d'achat des ménages. Les politiques monétaires accommodantes favoriseraient également la croissance. Par ailleurs, cela renforce la compétitivité des produits occidentaux. Après une période de faible croissance, ils pensent qu'un mouvement de compensation est incontournable. La fin de la phase d'assainissement dur des finances publiques redonnerait également un peu de marges à la croissance. Enfin, un nouveau cycle de croissance s'ouvrirait avec la diffusion des objets connectés, des imprimantes 3D, du big data, de la biotechnologie...

La Russie, de la résilience et de la récession

L'économie russe est entrée en récession. Cette dernière était annoncée depuis la débandade du rouble au mois de décembre dernier. La rechute des cours du pétrole ces dernières semaines ne fait que la rendre plus évidente. Après une contraction du PIB de 0,5 % au premier trimestre, ce dernier a reculé de 4,6 % au deuxième. La dépréciation du rouble et les embargos provoquent une pénurie de devises, renchérissent le coût des importations et génèrent un surcroît d'inflation. Au mois de juin, l'inflation était de 15,3 % contre une moyenne de 6 % en 2013. Par ailleurs, au niveau de ses exportations, la Russie souffre du ralentissement de la Chine et des pays émergents

Jusqu'au printemps, malgré l'accumulation des problèmes, l'économie russe avait fait preuve de résilience démontrant que ses fondamentaux étaient meilleurs que prévu.

Malgré la baisse du cours du pétrole et la dépréciation du rouble, la Russie maintient ses positions à l'exportation.

La Russie a dégagé un excédent commercial de 188 milliards de dollars en 2014 contre 182 milliards de dollars en 2013. Cela représente 9 % du PIB. Les exportations ont atteint un record en 2012 à 529 milliards de dollars. Elles sont en repli depuis mais restent à un niveau très élevé : 496 milliards de dollars en 2014.

En 2014, la balance des paiements courants a été excédentaire de 57 milliards de dollars contre 34 milliards de dollars en 2013.

Le taux de chômage en 2014 était de 5,6 %. Il était en 2000 de 10,6 %. Durant la crise de 2009, il avait atteint 8,4 %.

La bonne situation des finances publiques avant la crise de 2014 explique la résistance sociale et économique de la Russie. Le Gouvernement russe a su maintenir jusqu'en 2015 un excédent budgétaire. En 2015, un déficit est certes attendu.

La dette publique qui atteignait 99 % du PIB en 1999 a été ramenée à 8 % en 2008. Depuis, elle progresse légèrement. Elle est passée de 12,7 à 17,9 % du PIB de 2012 à 2014.

La dette publique française dépasse 95 % du PIB et celle des Etats-Unis dépasse 110 %.

Par ailleurs, les autorités russes ont pu mobiliser les fonds souverains et les réserves de change. Malgré la crise du rouble au mois de décembre 2014, les réserves de change dépassent encore 385 milliards de dollars. Elles étaient de 537 milliards en 2012. Les réserves de change de la France atteignent 143 milliards de dollars.

Il n'en demeure pas moins que la croissance qui était de 4,6 % en 2011 et encore de 0,64 % en 2014 devrait disparaître cette année en laissant place à une contraction du PIB de 3 %. Néanmoins, un retour de la croissance est attendu pour l'année prochaine.

Parmi les sujets de préoccupation pour les autorités russes figurent l'inflation et la chute du rouble.

Les prix continuent, en effet, d'augmenter. Le taux d'inflation était de plus de 15 % au mois de juillet. Les prix des produits importés progressent toujours : thé, café, alimentation mais aussi les vêtements, les médicaments ou les fournitures scolaires.

A la fin du mois d'août, le rouble a eu un nouvel accès de faiblesse. Un euro s'échangeait le 24 août contre 80 roubles contre 57 roubles en avril. Un dollar valait 70 roubles. Cette baisse est imputable à la diminution du prix du baril de pétrole.

La dépréciation du rouble favorise l'inflation et pénalise tout à la fois la consommation et l'investissement. Elle encourage à des sorties de capitaux.

La situation du rouble et de l'économie russe devraient s'améliorer en 2016 avec l'augmentation attendue du cours du pétrole : les bas prix commencent à favoriser la demande tout en réduisant les investissements dans les gisements pétroliers.

LE COIN DES TENDANCES

Quand tout devient participatif !

La consommation devient collaborative ou participative. Il est même de plus en plus fréquent que le consommateur soit amené à être lui-même producteur. Les plateformes interactives envahissent notre quotidien. Il est fort probable que demain le monde du travail au sein même des organisations intègre de plus en plus des espaces numériques de collaboration participative permettant une mise en commun des informations. Le mode pyramidale et taylorien du travail qui prévaut depuis plus de 70 ans se transforme en un système plus horizontal reposant sur les compétences et moins sur les fonctions et la hiérarchie.

Cette mutation concernera également les institutions. Plusieurs expériences sont menées par des collectivités publiques pour associer les citoyens au processus de décision par l'intermédiaire de plateformes Internet. Flucity est une de ces plateformes visant à mettre en relation directe les élus et les citoyens. Si Internet permet de raccourcir les distances, de créer des liens, en revanche, il s'avère assez pauvre en

matière d'analyse. Internet renforce la tentation de l'immédiateté au détriment de la réflexion. De plus en plus, il est demandé aux pouvoirs publics de réagir en temps réel.

Au niveau du monde du travail, les grandes entreprises menant des projets complexes recourent de plus en plus à des logiciels de collaboration. Dans les entreprises moins technologiques, moins numérisées, c'est le politique managériale qui se veut davantage participative.

Par certains aspects, il y a évidemment la reformulation de pratiques anciennes qui existaient tant au sein du monde du travail et tout particulièrement dans le monde mutualiste.

Le management participatif moderne s'inscrit dans un processus assez large de prise en compte de l'augmentation du niveau de formation des actifs, de suppression des strates intermédiaires et dans la nécessité de retisser des liens à l'intérieur des organisations.

La faiblesse numérique des corps intermédiaires, les partis politiques, les partenaires sociaux... imposent de rechercher de nouveaux moyens de mobilisation.

L'évolution du travail contribue également à la mise en œuvre de nouvelles formes de management. De moins en moins physique et répétitif, exigeant de plus en plus de l'attention et de la réflexion, le travail est, en outre, de moins en moins exercé dans le cadre d'équipes stables.

Le management participatif n'est que la conséquence des mutations professionnelles de ces vingt dernières années. Il repose sur une implication des collaborateurs dans la prise de décision et sur une participation active à la mise en œuvre des objectifs les concernant.

Le management participatif conduit les individus à s'engager et à contribuer à l'innovation et au progrès de l'entreprise. En lieu et place d'un management vertical ; il suppose de la consultation, de la discussion, du partage de discussion. De ce fait, il peut être chronophage et même sclérosant s'il est mal géré. Il n'est pas synonyme d'autogestion même s'il peut en prendre quelques formes. Le management participatif nécessite un important travail en amont de la part des directions qui doivent débroussailler les problèmes, établir des scénarii, utiliser des méthodes de mobilisation permettant d'associer tous les collaborateurs, mettre des outils de dialogue, d'échanges d'informations et d'auto-contrôle. Bien souvent, le management participatif exige un effort important de formation.

Six degrés de participation peuvent être distingués :

- les collaborateurs collectent et fournissent de l'information, c'est le degré un qui est fréquemment mis en œuvre ;
- les collaborateurs interprètent et traitent les informations collectées de manière indépendante ;
- les collaborateurs font des propositions visant à améliorer la situation de leurs services, des produits ou des prestations dont ils ont la charge ;
- les collaborateurs sont impliqués dans la prise de décision et sont associés aux décisions stratégiques ;
- les collaborateurs décident et planifient le changement au sein de leurs services ;
- les collaborateurs s'auto-contrôlent.

Quels sont les objectifs ?

Le premier objectif est d'améliorer le climat professionnel et d'améliorer la fluidité au sein des structures. En règle générale, les entreprises ayant mis en place des mécanismes de gestion participative comptent moins d'arrêts maladie et moins d'absentéisme. Les dispositifs d'auto-contrôle fonctionnent évidemment le mieux en la matière.

Logiquement, le participatif doit aboutir à accroître :

- la coopération dans le transfert et le partage d'informations et l'enrichissement des savoirs et des compétences ;
- la proactivité face aux demandes et insatisfactions des clients et partenaires de l'entreprise ;
- la créativité pour la recherche d'amélioration ou de solutions à des problèmes identifiés.

Comme toute mode, le management participatif, au-delà de son effet « prose de monsieur Jourdain » a comme limites :

- Son caractère chronophage et artificiel ;
- Son coût en termes de formation, de gestion ;
- Son côté déstabilisant pour l'encadrement.

La recherche, le nerf de la croissance

La France ne respecte pas l'objectif de dépense intérieure de recherche et développement (DIRD) fixé par la Commission européenne à 3 % du PIB. En effet, en 2012, la R&D française s'élevait à 2,23 % du PIB. La dépense nationale de R&D (DNRD) représente le financement des travaux de recherche réalisés en France ou à l'étranger. Elle atteignait plus de 48 milliards d'euros en 2012. La dépense intérieure de recherche et développement des entreprises (DIRDE) implantées en France s'établit à 30,1 milliards d'euros, soit 65 % de la DIRD. L'effort de recherche demeure

très concentré même si une diffusion vers les PME est constatée. Les entreprises de plus de 500 salariés réalisent 68 % de la DIRDE. L'industrie automobile, la construction aéronautique et spatiale ainsi que l'industrie pharmaceutique totalisent ensemble 36 % des dépenses. L'industrie automobile, avec 15 % du montant de la DIRDE, est la première branche de recherche.

En 2012, la dépense intérieure de recherche et développement des administrations (DIRDA) est stable à 16,5 milliards d'euros. Elle a augmenté pour les universités et se replie pour les établissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC). En 2012, les activités de R&D en France représentent 412 000 emplois en équivalent temps plein. Les entreprises en emploient 60 % et les administrations 40 %.

Parmi les 259 100 chercheurs (en ETP), 60 % sont rémunérés par les entreprises. La part des femmes parmi les chercheurs est plus élevée dans la recherche publique que dans les entreprises (+ 15 points).

Au sein de l'Union européenne, quatre pays, l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni et l'Italie, totalisent ensemble près de 67 % de la DIRD. L'Allemagne devance la France en consacrant 2,9 % de son PIB à la R&D.

AGENDA ECONOMIQUE DE LA SEMAINE

Dimanche 30 août

Au **Japon**, il faudra suivre **les dépenses en capital** du 2^{ème} trimestre ainsi **que la production industrielle** du mois de juillet.

Lundi 31 août

Au **Japon**, seront **publiées les mises en chantier** du mois de juillet.

En **Italie**, seront connus **les ventes de détail** de juin ainsi **que le taux d'inflation** du mois d'août.

Pour la **zone euro**, sera publié **le taux d'inflation** du mois d'août qui pourrait être de 0,1 %.

Aux **Etats-Unis**, sera connu **l'indice des Directeurs d'achat (PMI)** de Chicago pour le mois d'août.

Mardi 1^{er} septembre

En **Chine**, il faudra suivre de près **les indices PMI manufacturier et non manufacturier** pour le mois d'août. Un nouveau recul est attendu avec un passage en-dessous de 50. Il est possible que les marchés soient encore assez nerveux surtout si le recul est plus important que celui annoncé par le consensus.

Les indices « PMI manufacturier » d'août seront publiés pour l'Espagne, la Suisse, la France, l'Italie, l'Allemagne, la Grèce, la zone euro, aux Etats-Unis ainsi qu'au Royaume-Uni. Les indices PMI pour l'Europe sont attendus stables.

En **France**, sera **communiqué le résultat des immatriculations** pour le mois d'août.

En **Allemagne**, il faudra regarder **l'évolution du taux de chômage**. Il devrait rester stable à 6,4 %.

Au **Royaume-Uni**, il faudra suivre **l'évolution du crédit à la consommation**.

En **Italie**, sera publié le **taux de croissance du PIB** au 2^{ème} trimestre. Une hausse de 0,2 % est espérée. Sera également communiqué **le taux de chômage** de juillet qui devrait être en légère baisse à 12,6 % contre 12,7 % en juin.

Pour la **zone euro**, sera connu le **taux de chômage** de juillet qui devrait rester stable à 11,1 %.

Aux **Etats-Unis**, les **dépenses de construction** pour le mois de juillet seront rendues publiques. Seront également publiées **les ventes de véhicules** pour le mois d'août.

Mercredi 2 septembre

Le résultat de **la croissance du PIB australien** du 2^{ème} trimestre sera connu.

En **Espagne**, sera publié le résultat **du chômage** du mois d'août.

Aux **Etats-Unis**, il sera intéressant de regarder **l'indice ISM de new York** et **l'évolution des coûts salariaux** pour le 2^{ème} trimestre.

Jeudi 3 septembre

Il faudra regarder **les indices PMI des services** du mois d'août pour la **Chine, l'Espagne, la France, l'Allemagne, la zone euro, le Royaume-Uni et les Etats-Unis**.

La BCE se réunira pour aborder la **question des taux** mais aucun changement n'est attendu.

Aux **Etats-Unis**, il faudra suivre les résultats **de la balance commerciale** du mois d'août.

Vendredi 4 septembre

En **France**, sera communiquée **la confiance des consommateurs** du mois d'août. Il devrait être stable à 93.

Au niveau de **la zone euro**, sera rendu public **le taux de croissance du PIB** du 2^{ème} trimestre. Le taux de croissance de 0,3 % serait confirmé.

Aux **Etats-Unis**, seront connus **le taux de chômage pour le mois d'août, le taux de participation au marché du travail et le revenu horaire moyen**. Le taux de chômage resterait à 5,3 % avec la création de 220 000 emplois.



La Lettre Economique est une publication de Lorello Ecodata

Comité de rédaction : Philippe Crevel, Sarah Le Gouez et Christopher Anderson

Toute utilisation totale ou partielle des articles de la lettre doit fait l'objet d'une autorisation.

Sites Internet : www.lorelo.fr

Pour ton contact et correspondance

- Par téléphone : 06 03 84 70 36
- Par email : phcrevel@lorelo.fr
- Adresse : LORELLO ECODATA – 7, rue Falguière – 75015 Paris

Abonnement : à adresser à phcrevel@lorelo.fr

Je m'abonne à La Lettre Eco de Lorello Ecodata pour un an : 52 numéros de la lettre

Un lecteur : 750 euros TTC

De 2 à 10 lecteurs : 1 300 euros TTC

Au-delà de 10 lecteurs contacter le service abonnement

Pour garantir une mise en place rapide de votre abonnement, nous vous demandons de bien vouloir compléter l'ensemble des informations demandées.

Adresse de facturation

Nom -----

Prénom -----

Fonction: -----

Organisme: -----

Adresse: -----

Code Postal -----Ville -----

Pays

Tél.: -----

E-mail:-----

Mode de paiement

Chèque bancaire à l'ordre de : LORELLO ECODATA

Virement bancaire

SARL LORELLO ECODATA

IBAN : FR76 3000 4014 9700 0101 8683 627 / BIC : BNPAFRPPNIC